



Conférence de presse du SNUDI-FO à Grenoble devant la DSDEN le mercredi 10 juin 2020

Le SNUDI FO de l'Isère a décidé de tenir cette conférence de presse car les revendications ne peuvent pas être confinées, à commencer par l'exigence d'abrogation de l'état d'urgence soi-disant sanitaire. Deux journalistes étaient présents, pour France Bleue Isère et Place Gre'net.

Nous alertons les parents dont les enfants ont perdu près de 40% des heures de classe. Le ministre de l'Éducation Nationale a déclaré que c'était pour les élèves les plus fragiles socialement et scolairement que les écoles devaient rouvrir... Mais voici ce que nous constatons dans les écoles :

À de très rares exceptions près ce ne sont pas ces élèves qui sont dans les classes actuellement ! Fait prévisible et largement confirmé ! D'ailleurs, et il faut en mesurer la gravité, officiellement, ces élèves ne sont pas prioritaires !

À Grenoble par exemple certains élèves Allophones Nouvellement Arrivés en France (EANA), qui ne maîtrisent pas la langue française, n'ont toujours pas de cours avec leur enseignant spécialisé. Pourquoi ? Car ces enseignants n'ont pas accès à leur salle de classe qui n'est pas nettoyée !

Tout ceci confirme que le but premier de la réouverture, c'est de permettre aux parents de retourner sur le lieu de travail

Au mieux, les élèves non prioritaires ont donc droit à 1 ou à 2 journées de classe par semaine.

Nous le dénonçons avec force : l'école Blanquer du déconfinement ce n'est plus l'école publique ! C'est une garderie, avec des conditions de travail totalement dégradées.

Depuis le 11 mai, les enseignants sont placés dans une situation impossible puisqu'ils sont obligés de définir le temps de classe de chacun de leurs élèves ! Celui-ci pourra venir tous les jours, celui-là ne viendra qu'un jour sur deux, tel autre un jour par semaine... Comment accepter de participer à l'organisation de telles inégalités ?!

Non seulement les élèves ne reviennent que très partiellement à l'école, mais ils ne retrouvent pas toujours leur enseignant ! Et les enseignants ne retrouvent pas toujours leurs propres élèves, ni même leur niveau de classe ! Il s'agit uniquement « d'accueillir », avec l'angoisse de ne pouvoir respecter le protocole sanitaire. Il est même préconisé d'éviter de se croiser !!

À partir du moment où les conditions d'accueil ne sont plus les mêmes pour tous, l'école de la République que nous connaissions n'existe plus !

Il n'y a plus d'obligation à venir en classe, ce qui entraîne un bricolage entre présentiel et distanciel.

Les valeurs de notre école sont bafouées.

Regardons par exemple ce qu'est devenue l'école maternelle. Les priorités y sont la sociabilisation, le langage, l'apprentissage par la manipulation. Mais jouer et échanger avec ses camarades de classe y est interdit !

Pour toutes ces raisons, le retour des élèves à l'école, tant réclamé par le ministre de l'Éducation, est une tragique mascarade.

Le gouvernement a déclaré un plan d'urgence sanitaire. Puis un plan d'urgence économique. Qu'attend-il pour déclarer un plan d'urgence « Éducation » dont les élèves ont besoin ? Mais pas celui de Monsieur Blanquer, qui considère que la situation actuelle est propice à l'invention d'une nouvelle façon d'enseigner, soi-disant plus novatrice !

Citons-le : « *Cette reprise de mai-juin nous permet d'expérimenter des modalités de fonctionnement nécessairement mixtes entre présence à l'école et enseignement à distance.* »

Nous comprenons alors que l'autre objectif de ce retour à l'école est tout simplement de procéder aux essais pour la rentrée prochaine. D'ailleurs ce serait ce « modèle » que M. Blanquer compterait appliquer à la rentrée prochaine !

Voici pour preuve ce qui a été annoncé à des personnels pour la rentrée de septembre en Guyane :

- les élèves iraient en classe 2 jours par semaine,
- ils seraient en télé-apprentissage le mercredi matin
- et ils seraient « gardés » par des animateurs les 2 jours restants.

C'est une remise en cause fondamentale de l'école républicaine, gratuite, laïque, par la remise en cause du statut national des enseignants PE, et donc de la mission essentielle de l'École publique : instruire les jeunes générations de manière égalitaire.

Nous disons non à cette « école de demain » qui est la négation de l'école publique, de ses objectifs et de ses principes.

Pour une école publique qui puisse laisser les enseignants enseigner et les élèves apprendre, il faut dégager massivement des moyens humains et financiers.

Alors que l'année scolaire en cours a été amputée de près de sa moitié, des mesures doivent être prises, immédiatement. Pour permettre à une génération entière d'enfants de ne pas être sacrifiée ; pour permettre à ces centaines de milliers d'enfants de redevenir des élèves ; pour permettre de remettre l'École publique sur ses pieds.

Mais que fait le gouvernement ?

Comme dans les hôpitaux, pour lesquels il entend continuer à fermer des lits et des services, à fusionner le public et le privé, il a prévu de continuer à fermer des classes à la rentrée prochaine !

Quand on sait cela, on comprend que « les vacances apprenantes » de M Blanquer ne sont que de la poudre aux yeux, un leurre, une tromperie, et qu'elles participent à un mensonge, un mensonge de plus ! Comment oser prétendre que des élèves, en s'amusant, pourront rattraper pendant l'été le retard accumulé en 3 mois ?!

C'est de professeurs dont les enfants ont besoin ! Et qu'a fait le gouvernement ? Il a décidé de réduire le nombre de postes aux concours !

Et ce n'est pas tout !

Ce même gouvernement incite dès maintenant à la signature de conventions entre l'Education Nationale et les municipalités afin de permettre à des animateurs d'encadrer des enfants sans présence de l'enseignant pendant le temps scolaire pour le sport et les activités culturelles. C'est ce qui se résume dans le sigle « 2S 2C » : sport, santé, culture et civisme. Cet encadrement se fait entièrement en dehors de la responsabilité de l'enseignant et donc sans aucun contrôle sur les apports « pédagogiques ».

Que faut-il comprendre quand un gouvernement externalise le sport et la culture de l'école et que dans le même temps il scolarise les vacances avec le projet « vacances apprenantes » ?!

La logique dans tout ça ? Remettre en cause l'un des fondements de l'École publique, l'enseignement dispensé par des professionnels diplômés - aujourd'hui les PE !

Alors même que les communes ne sont pas à égalité puisqu'elles n'ont pas toutes les mêmes moyens pour recruter puis former des animateurs et financer des activités.

Nous en avons eu la démonstration avec la mise en place des rythmes scolaires à partir de 2013.

Aujourd'hui, plus de 90% des communes ont retrouvé quatre jours d'école par semaine, revenant ainsi à une plus grande égalité entre tous les élèves et à une claire séparation entre les temps scolaires et périscolaires, ce qui permet de respecter le rôle et la place de chacun en évitant toute confusion, aussi bien pour les élèves que pour leurs familles. Ceci pour le plus grand bénéfice des élèves.

A Grenoble, plus de 80% des enseignants ont signé une pétition pour le retour à la semaine de 4 jours. Une délégation, accompagnée par le SNUDI-FO, a été reçue par le maire qui, tout en affirmant son accord sur la nécessité d'horaires identiques sur tout le territoire national, a refusé tout changement de calendrier.

Réserveons l'enseignement aux enseignants, fonctionnaires d'État enseignant sur la base de programmes nationaux sur le temps scolaire, et l'animation aux animateurs employés des communes sur le temps périscolaire.

Les enseignants veulent retrouver leur classe avec **tous** leurs élèves, pour enseigner. C'est leur métier. Et c'est possible.

Pour notre syndicat, Monsieur le ministre porte l'entière responsabilité de la situation actuelle

Pour que l'École puisse renouer avec sa mission essentielle, instruire les jeunes générations de manière égalitaire, il suffit, comme nous le demandons depuis le début, comme l'ont demandé les CHS-CT ministériel et départemental, de fournir les masques protecteurs pour tous et en nombre suffisant, et d'assurer le dépistage de tous.

Depuis la fermeture de la totalité des écoles, puis avec les phases successives de déconfinement, les enseignants ne se reconnaissent plus dans leur fonction. L'école vole en éclat :

- il n'y a plus de texte officiel applicable pour tous quel que soit le lieu d'exercice ;
- les enseignants subissent une succession d'ordres et de contre-ordres ;
- des responsabilités essentielles sont reportées sur les directions d'école et les maires.

Ce qui permet au ministre de proposer un nouvel emploi fonctionnel pour « diriger » les écoles. C'est la remise en cause du statut des PE qui assurent la mission de direction. C'est la tentative de remettre en place un statut de directeurs que les enseignants refusent depuis plus de 30 ans !

Les enseignants ne veulent pas voir disparaître l'école de la République, la même pour tous, gratuite, laïque, avec des enseignants formés dans le cadre du statut de fonctionnaire d'État. Ils veulent :

- **Annulation de toutes les fermetures de classes**
- **Ouverture des classes et postes nécessaire pour travailler avec des effectifs réduits ;**
- **Des maîtres spécialisés pour encadrer les élèves à besoin particulier ;**
- **Une inclusion au cas par cas et non systématique ;**
- **Une revalorisation des salaires qui passe par l'augmentation du point d'indice ;**
- **La prime promise pour tous ;**
- **Des décharges pour tous les directeurs.**

L'égalité réelle entre tous les citoyens commence par l'égalité d'accès à l'École publique, qui doit accueillir tous les enfants sans distinction, sans discrimination.

L'égalité réelle commence donc par le respect du statut des enseignants de cette École publique et par le respect des programmes nationaux. Dans chaque école, partout sur l'ensemble du territoire national. Car c'est seulement ainsi que les enseignants peuvent assurer leur mission d'instruction au service de tous les élèves.

« Actuellement, dans le cadre de la loi d'urgence, les rassemblements de plus de 10 personnes sont interdits... Pourtant, ce nombre barrière est souvent largement dépassé, notamment dans les écoles : jusqu'à 15 élèves, pas de nombre barrière pour les réunions !

Quel sont les objectifs du gouvernement ?

Museler les salariés ? Pour faire passer des réformes rejetées par le passé ? Voire pour mettre en œuvre de nouvelles contre-réformes que le gouvernement justifierait par la situation actuelle ?

Au moment où partout en France, la jeunesse, soutenue par une grande partie de la population, manifeste massivement pour l'égalité des droits pour l'abrogation de l'état d'urgence, notre syndicat est à ses côtés.